L'Anarcho-syndicaliste n°78
août 1968
Union des Anarcho-Syndicalistes

DE KRONSTADT ... À PRAGUE ...

Les événements de cet été 68 ont été dominés par l'affaire Tchécoslovaque. Nous n'avons pas la prétention dans ces quelques lignes de faire une "étude" de cette nouvelle phase de la crise du monde faussement appelé socialiste. Nous voulons simplement, en quelques mots dire comment nous situons le problème.

Pour les maîtres des dictatures de l'Est, l'évolution en Tchécoslovaquie était intolérable pour deux raisons: économique et idéologique.

Le peuple tchécoslovaque révolté, libéré, avait su naturellement retrouver le sens du socialisme libertaire: liberté de l'esprit, droit à l'expression et à l'information conseils ouvriers de gestion des entreprises, hors des directeurs technocratiques du parti.

Les travailleurs ainsi reprenaient en mains leur destinée, et l'évolution pouvait être rapide, malgré tous les obstacles, malgré le P.C. tchécoslovaque, malgré le poids des années de dictature.

Cette déviation idéologique ne pouvait manquer d'être un exemple dangereux pour les autres pays satellites et pour l'U.R.S.S. elle-même. D'ailleurs, on l'a bien vu: des manifestations ont eu lieu même en Allemagne; de l'Est en faveur des Tchécoslovaques, pour autant que les informations aient pu nous parvenir.

Mais, même si l'U.R.S.S. avait pu penser que l'évolution serait contenue dans des limites raisonnables (voir exemples de Gomulka... et de Ceausescu), elle ne pouvait laisser échapper à son emprise l'une des pays les plus industrialisés de ceux qu'elle contrôle.

Depuis la fin de la guerre, les Tchécoslovaques ont été contraints de fournir à leur "protecteur" la plus grande partie de leur production, souvent à perte, touj ours sans bénéfice.

Que les travailleurs décident qu'il n'en sera plus ainsi et qu'ils orientent leur activité vers des productions conformes à leurs besoins, cela remettait en cause le "plan" des technocrates russes.

Et cela remettait aussi en cause la politique étrangère du Kremlin, qui pressure les travailleurs de ses colonies (comme les siens) pour soutenir sa politique de prestige (spoutniks...) et son aide à certains pays (Egypte...), même si ces pays ne sont nullement "socialistes".

En fait, l'invasion de la Tchécoslovaquie s'usait dans la longue suite de représailles contre les tentatives des travailleurs pour s'affranchir du joug du parti bolchevique; certains évoquent la succession de Staline: ce serait elle qui pèserait encore sur l'attitude des dirigeants soviétiques. C'est oublier que Lénine et Trotsky eux-mêmes écrasèrent en 1921 la révolte des marins de Kronstadt, qui, eux, étaient fidèles au socialisme,

Ainsi de purge en camps de déportation, de Posnan en Budapest, on est bien obligé, avec l'affaire Tchécoslovaque de conclure que l'évolution du totalitarisme russe vers un régime où les travailleurs auraient réellement le pouvoir n'est pas encore en vue.

D'autres secousses viendront ébranler l'édifice, et les fissures s'élargiront sans doute. Mais la dictature de Moscou avec son armée, sa police et ses prêtres (les bonzes des P.C.) n'est pas à la veille de s'écrouler. Et l'illusion, la confusion, dureront encore! pour certains, l'U.R.S.S. restera encore le pays du socialisme. L'affaire tchécoslovaques aura cependant ouvert les yeux à quelques-uns sur la nature véritable de la dictature sur le prolétariat imposé par un parti unique; bolchevique, dictature que certains prônent encore.

LA PARTICIPATION: sauvegarde du capitalisme ...

Depuis longtemps dans certains milieux capitalistes on parle de participation. Devant la réticence de milieux patronaux, le projet avait été mis en veilleuse. Après les événements de mai-juin, on le ressort brusquement.

Pourquoi aujourd'hui cette hâte d'aboutir très vite à une réalisation concrète?

Laissons la parole à Bloch-Lainé: *"Le calme est trompeur. Il recouvre beaucoup d'insatisfactions particulières, promptes à allumer des révoltes au premier fléchissement de la conjonctive générale... Les joueurs (patrons et ouvriers) ont une sensibilité exacerbée par de mauvais souvenirs dans le camp de l'attaque comme dans le camp de la défasse. La révision du règlement est donc nécessaire dans notre cas... Le goût des opérations faites à froid, évite les inconvénients que l'on sait des opérations faites à chaud"*. Ces lignes ont été écrites plusieurs années avant les événement de Mai-Juin 1968. On comprend que la révision des règles du jeu est plus nécessaire que jamais pour les capitalistes même si elle se fait dans des conditions moins bonnes qu'auparavant. Ces messieurs ont eu chaud et ne veulent absolument pas se retrouver dans une situation aussi périlleuse. Le statut-quo dans l'entreprise a prouvé qu'il pouvait devenir explosif, il faut donc aller de l'avant quitte à sacrifier les petites entreprises non rentables qui ne pourraient engager le processus de la participation.

LES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION:

Pour se rendre compte de l'opération en cours, il est utile de lire l'étude de Bloch-Laîné *"Pour une réforme de l'entreprise".*

L'intégration des syndicats dans des formules de participation et de dialogue n'est payante pour le pouvoir que s'ils sont représentatifs du mouvement ouvrier et savent se faire obéir. C'est ce que disent Bloch-Laîné et Pierre Drouin (Le Monde):

"Les patrons, comme l'état, ont partout intérêt à avoir en face d'eux un syndicalisme fort, c'est-à-dire un syndicalisme qui se fasse obéir. C'est en multipliant les confrontations, qu'ils l'aideront à tourner le dos aux revendications inadaptées à l'économie moderne (lutte contre les concentrations d'entreprises, allégement de la fiscalité...) et aux tendances anarchisantes".

Les capitalistes n'ont pas l'intention de détruire les organisations syndicales comme voulaient nous en persuader les camarades de l'O.C.I. mais au contraire de les renforcer:

- d'abord en donnant aux délégués syndicaux la garantie de ne plus être menacés de licenciement durant leur mandat (on voit où cela peut mener).
- ensuite en facilitant la formation des militants et des responsables syndicaux. Cette formation, dit Bloch-Laîné pourrait être double: *"Formation par les écoles ouvrières qui opèrent à l'intérieur des syndicats et formation à l'université dans des instituts spécialisés entretenus par des subventions d'origines diverses... La matière des enseignements à donner,* dit Bloch-Laîné, *est autant sinon plus de la compétence des cadres des entreprises et des fonctionnaires de l'état que de la compétence des universitaires".*

Autrement dit l'état et les patrons se chargent de former les cadres syndicaux à leur botte. Bloch-Laîné ajoute d'ailleurs un peu plus loin: *"La force syndicale dépend essentiellement de la qualité de l'appareil".*

Pour renforcer l'aisance financière des syndicats et forcer les travailleurs à y adhérer d'autres mesures sont envisagées:

"Chaque travailleur serait astreint à une cotisation mensuelle semblable à celle qu'il paie à la Sécurité Sociale, cette cotisation, dont l'employeur doublerait le produit par ses propres versements serait retenue au moment de la paie et irait à l'organisation syndicale; choisie par le cotisant. Si celui-ci refusait d'adhérer à l'un des syndicats existants il serait tout de même redevable de la cotisation dont le produit serait alors attribué au comité d'entreprise pour ses oeuvres".

Pour Bloch-Laîné ce système aurait deux avantages notables:

- Cette consultation mensuelle permettrait de mesurer l'audience des divers syndicats et de servir de base à la répartition des postes et des subsides.
-Ensuite les salariés seraient poussés à s'intéresser à l'activité des syndicats.

FORMES DE LA PARTICIPATION:

Voyons quelles formes de participation des travailleurs à l'entreprise envisage le technocrate Bloch-Laîné.

1- La rémunération d'un salarié doit-elle varier en fonction des profits de l'entreprise?

Bloch-Laîné (en réponse au journal l'Express): *"La réponse peut être nuancée. De même qu'il y a des actionnaires et des obligataires parmi les capitalistes qui prennent plus ou moins volontiers des risques, qui cherchent plus ou moins des revenus stables, il ne parait normal que suivant leur âge, leur tempérament, leur situation de fortune, les salariés préfèrent d'être assurés d'un fixe, fut-il médiocre, ou au contraire s'associer pour le meilleur et pour le pire avec leur entreprise".*

Remarques:

Ce qui signifie en clair: le salaire *fixe* serait assez bas. Les augmentations seraient liées aux taux d'accroissement annuel c'est-à-dire à la productivité renforcée:

- d'où des cadences de travail infernales,
- d'où encore limitation des possibilités de faire grève, (la grève entraînant une baisse de la productivité, donc une baisse du salaire annuel).

2- Convient-il ou non de faire des salariés des actionnaires?

Bloch-Laîné : "Il me paraît évident que les salariés doivent devenir actionnaires puisqu'il y aura de plus en plus de salariés par rapport aux autres catégories de population. S'ils n'étaient pas actionnaires il n'y aurait bientôt plus d'actionnaires.

Mais doivent-ils le devenir en possédant des actions dans les entreprises où ils travaillent de telle sorte que le salaire et l'épargne de chacun d'eux dépendent de la même activité économique? Je ne le crois pas tout en incluant pas la délivrance, d'actions au personnel...

Mais il me semble que les salariés doivent devenir actionnaires surtout au-dehors et grâce le plus souvent à des institutions d'épargne collective qui divisent les risques de placement.

Remarques:

Autrement dit: prenons maintenant les capitaux dans la poche de l'ouvrier c'est ce qu'on appelle l'auto financement des entreprises à mettre en pas parallèle cette phrase de Pie XII aux patrons: *"Comme il ne faut pas, d'autre part perdre de vue qu'il est souverainement avantageux à une saine économie sociale, que cet accroissement du capital provienne de sources aussi nombreuses que possible, il est par conséquent fort désirable que les ouvriers puissent eux aussi participer à la constitution du capital national".*

Le placement des actions des salariés dans des institutions d'épargne collective a deux avantages pour les capitalistes:

1- Cela évite aux ouvriers d'avoir un jour la majorité des actions de leur entreprise et garantit au patron de garder les moins libres au Conseil d'Administration.

2- Cette institution d'épargne collective deviendrait un organisme de prêt aux entreprises du moins, ajoute le banquier Chalandon *"à celles jugées utiles du point de vue du plan au développement national" .*

3- Les travailleurs doivent-ils avoir un droit de regard sur la direction des entreprises?

Bloch-Laîné: *"Ce que réclament les dirigeants très naturellement c'est que la contestation baptisée participation ne mette pas en échec leur autorité et, par conséquent leur efficacité.*

En vérité l'exercice du pouvoir ne se partage pas: toute division l'affaiblit. On peut être plusieurs pour formuler des avis, pour opérer des surveillances. Mais agir est le fait d'un seul...

Du côté des salariés, la plupart des responsables syndicaux ne prétendent pas davantage capter le pouvoir au bénéfice du personnel; ils admettent un commandement pourvu qu'ils puissent le surveiller et l'influencer. Tel est la sens de l'idée de participation".

Remarques:

Voici en parallèle quelques citations patronales qui_éclairent les propos de Bloch-Laîné: "Nous n'insisterons

Pas sur l'obéissance la forme la plus élémentaire de participation. Le mot est démodé, pis il est réactionnaire.Il n'empêche que lorsque tout est dialogué, discuté, participé, c'est toujours la discipline qui constitue la charpente de l'action. Enfin la participation n'est possible et fructueuse que si les participants manifestent une cohésion suffisante entre eux malgré leurs oppositions passagères et une adhésion globale aux objectifs généraux du groupe". (c'est-à-dire l'entreprise capitaliste).

CONCLUSION:

Les capitalistes les plus conscients de l'intérêt de leur classe se sont aperçus qu'il n'y a plus d'autres possibilités que le dialogue-forme première de la participation. Les événements de mai n'ont fait que les renforcer dans leur idée car *"l'objet du dialogue est de détendre les tensions dans les rapports entre les hommes. Or les tensions développent toujours des réflexes de défense".* (ce que les patrons veillent éviter à tout prix).

Ce que. nous disions dans le n° 56 de Mars 66 de *l'Anarcho-Syndicaliste* n'a rien perdu de son actualité:
"Si la bourgeoisie française met en place l'association capital-travail ce n'est pas seulement pour re-verser plus tard aux ouvriers la part de salaire qu'elle aura différé, ce n'est pas seulement pour utiliser l'argent des ouvriers contraints ainsi à l'épargne forcée; en réalité c'est la nature même du salaire que vise à remettre en cause l'association capital-travail pour lui substituer un autre mode de rémunération.... La partie "dividendes" dans la paye de l'ouvrier s'accroîtra tandis que la partie salaire direct diminuera. Il ne s'agit pas de défendre la notion de "salaire" qui est une escroquerie basée sur l'exploitation. Mais le salaire en même temps qu'il affirme l'exploitation en fixe néanmoins les limites. On sait qui est l'exploiteur et qui est l'exploité. Celui-ci connaissait les conditions de son exploitation.
L'association capital travail bouleverse ces notions... Il faudra pour que l'ouvrier gagne plus que le profit augmente, c'est-à-dire que la productivité s'accroisse, que les prix soient plus compétitifs (donc que le salaire direct soit plus restreint)... Tel le serpent qui croit se nourrir en mangeant sa queue, l'ouvrier actionnaire devra, s'exploiter davantage pour toucher plus de dividendes".

Face à cette, offensive patronale de co-gestion ou de participation, il faut sensibiliser les travailleurs et opposer l'autogestion.

L'ECOLE AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE:

L'école est -un facteur d' inégalité. Son rôle est de préserver la domination d'une classe sociale privilégiée. Telle qu'elle est aujourd'hui l'école loin de libérer les individus ne sert qu'à les asservir. Parmi les leviers dont se sert la bourgeoisie capitaliste pour maintenir ses privilèges l'enseignement et la culture sont parmi les plus efficaces, d'autant plus efficaces que tous les pouvoirs ont toujours essayé de les faire passer pour des instruments de libération de l'homme. Notre but n'est pas aujourd'hui d'étudier ce que pourraient-être une école et une culture au service du peuple mais de démonter les mécanisme de l'asservissement.

Un ouvrage important est à consulter: *Le partage des bénéfices (ou expansion et inégalités en France)* fait par une équipe de sociologues, économistes, statisticiens, démographes. Ed. de Minuit.

Consulter aussi le n° spécial de *l'Anarcho-Syndicaliste* sur la *Réforme de l'enseignement.*

LE ROLE DE L'ÉCOLE: ÊTRE UN MOYEN DE CONSERVATION SOCIALE

Citons Pierre Bourdieu dans le *"partage des bénéfices"*:
"La fonction qui est impartie au système scolaire est d'éliminer indirectement et discrètement ceux que l'on ne peut décomment éliminer ouvertement sans contredire manifestement les principes d'égalité formelle entre les individus. Si l'on se résigne à renoncer à opérer ouvertement une sélection anticipée et à se priver de la base de prévision la plus sûre, c'est que l'on sait que le système scolaire fera de toute façon, la sélection que les principes démocratiques interdisent d'opérer. Bref, le mauvais rendement du système ne peut pas être complètement résorbé parce qu'il est le coût inévitable qu'il faut payer pour que les apparences

d'égalité formelle soient sauvegardées et parce que tout effort pour faire à la place du système, à un moindre coût et plus rapidement, ce que le système fera de toute façon ferait éclater la fonction réelle du système...

Sans aller jusqu'à la limite extrême qu'indique l'utopie technocratique, on peut concevoir que la plupart des sociétés industrielles parviennent à satisfaire leurs besoins en cadres sans élargir considérablement la base de recrutement de l'enseignement supérieur. En effet si l'on raisonne en termes de coût, ou si l'on veut, de rationnalité formelle, il peut-être préférable; bien que cela contredise directement les impératifs de la justice scolaire, de recruter les étudiants dans les classes sociales dont la culture est la plus proche de la culture scolaire plutôt que de les rechercher dans les classes paysanne et ouvrière ou même dans les franges inférieures des classes moyennes..."

Quand, on lit un texte pareil on se rend compte qu'il faut une myopie de premier ordre pour parler comme le font nos dirigeants syndicaux de "l'école libératrice". En fait il faut démolir le système d'éducation actuel si l'on veut avancer vers la libération de l'homme. Il faut mettre le feu dans les valeurs qu'il propage, les démystifier. L'école, auj ourd 'hui, légitime les inégalités sociales. Elle *"donne sa sanction à l'héritage culturel, au don social traité comme don naturel".*

L'HERITAGE CULTUREL: HERITAGE D'UNE CLASSE SOCIALE

Le patrimoine culturel, comme le patrimoine financier, se transmet au bénéfice des enfants des classes sociales privilégiées.

Citons toujours *"le Partage des bénéfices":*

"L'action du privilège culturel n'est aperçue la plupart du temps, que sous ses espèces les plus grossières, recommandations ou relations, aide dans le travail scolaire, ou enseignement supplémentaire... En fait chaque famille transmet aux enfants par des voies indirectes plutôt que directes, un certain capital culturel et un certain échos, système de valeurs implicites et profondément intériorisées qui contribue à définir entre autres choses les attitudes à l'égard de l'institution scolaire. L'héritage culturel qui diffère sous les deux aspects selon les classes sociales est responsable de l'inégalité initiale des enfants durant l'épreuve scolaire".

Pierre Bourdieu va ensuite montrer que la part des bons élèves dans un échantillon d'élèves de 6ème va croissant en fonction du revenu des parents. Il va montrer aussi que le revenu est fonction souvent du diplôme des parents:

"La proportion de bons élèves varie de façon très significative selon que le père n'a pas de diplôme ou qu'il est bachelier ce qui permet de conclure que l'action du milieu familial sur la réussite scolaire est presque exclusivement culturelle. Plus que les diplômes obtenus par le père, c'est le niveau culturel global du groupe familial qui entretient la relation la plus étroite, avec la réussite scolaire de l'enfant".

Les statistiques prouvent que deux parents diplômés valent mieux qu'un pour assurer la transmission de l'héritage culturel. Si un seul des parents a des diplômes les résultats de l'enfant plafonnent asses vite, les résultats sont liés étroitement aussi au niveau culturel de toute la famille (grand-pères, oncles etc..) et à l'ancienneté de l'accès du groupe familial à la culture: *"La noblesse culturelle a aussi ses quartiers"*. *"L'héritage culturel"* se forme au cours des générations. Le goût d'apprendre, la qualité de la langue parlée, la finesse de la culture sont fonction de l'ancienneté de cette culture.

On voit donc que l'enfant de la classe ouvrière si intelligent soit-il n'a pas ce *"capital culturel"* que possèdent les enfants de la bourgeoisie. Et l'école au lieu d'atténuer ces disparités, va les accentuer en axant son enseignement autour de ces valeurs culturelles bourgoises.

L'ECOLE: VEHICULE ET UTILISATRICE DE L'HERITAGE CULTUREL BOURGEOIS

Le privilège culturel des enfants de la bourgeoisie est évident dès lors qu'il s'agit de la familiarité avec les oeuvres que seule peut apporter la fréquentation des théâtres, musées, concerts etc:

"La part la plus importante et la plus agissante scolairement de l'héritage culturel qu'il s'agisse de la culture libre ou de la langue, se transmet par osmose, même en l'absence de tout effort méthodique et de toute action manifeste... Cela permet de faire passer pour dons naturels ce qui n'est en réalité que la marque d'une classe sociale.

Le point peut être le plus important de cet "héritage culturel" est le langage. En effet la réussite scolaire est très étroitement liée à l'aptitude à manier la langue scolaire qui n'est une langue maternelle

que pour les enfants originaires de la classe cultivée.

Ce n'est pas tant la correction du vocabulaire qui compte que la richesse de ce vocabulaire en mots abstraits. La langue fournit en effet une syntaxe, c'est-à-dire un système de catégories plus ou moins complexe, en sorte que l'aptitude au déchiffrement et à la manipulation de structures complexes logiques aussi bien qu'esthétiques, semble directement fonction de la complexité de la structure de la langue initialement parlée dans le milieu familial qui lègue toujours une part de ses caractéristique à la langue acquise à l'école".

Des études récentes ont montré que le cerveau de l'enfant se différenciait très tôt (avant 7 ans) et cela en fonction du langage utilisé. Autrement dit un enfant se trouvant dans un milieu ou l'on ne parle qu'un langage concret aura beaucoup de mal ensuite à s'initier au maniement de abstraction, d'où l'importance de l'héritage culturel.

CONCLUSION

Comme on peut le voir, il suffit de perfectionner le système scolaire en mettant sur pied une Réforme. Fouchet pour que l'école soit un parfait "chien de garde" de la bourgeoisie.

Il nous reste à parler maintenant d'une école nouvelle révolutionnaire, qui brise ce carcan culturel de la bourgeoisie et qui puisse préparer cette "société d'hommes fiers et libres" dont rêvait Pelloutier.

"C'est en cherchant l'impossible que l'homme a toujours connu et réalisa le possible et ceux qui se sont sagement limités à ce qui leur paraissait possible n'ont jamais avancé d'un seul pas".

BAKOUNINE (sur les murs de la Sorbonne)

"L'ART N'EXISTE PAS, L'ART C'EST NOUS "

(Benjamin PERET)

Tout ce qui peut servir à la bourgeoisie capitaliste pour assurer sa domination, elle s'en empare. Non seulement l'état, avec la police, son armée, ses lois, l'enseignement est à son service mais elle a également asservi la culture pour en faire sa chose. Elle l'a vidée de son contenu populaire pour la transformer en domaine pour initiés, initiés qui, bien sûr appartiennent essentiellement à la bourgeoisie.

Les événements de mai ont montré que la créativité des masses réinventait la vraie culture. Pourtant ont jailli spontanément de nouvelles formes d'art en prise directe avec la vie: l'affiche, le tract, les inscriptions murales.

DOCUMENTS:

Voici, à titre de documents deux textes:
1- un tract distribué le jour de l'occupation de l'Odéon;
2- des extraits d'un texte de Dubuffet (artiste peintre) publié dans la *Quinzaine Littéraire* n° 52.

TRACT DE L'ODEON:

L'imagination prend le pouvoir:

La lutte révolutionnaire des travailleurs et des étudiants qui est née dans la rue s'étend maintenant aux lieux de travail et aux pseudo-valeurs de la société de consommation.

Hier, Sud Aviation à Nantes, aujourd'hui le théâtre dit "DE FRANCE", L'ODEON.

Le théâtre, le cinéma, la peinture, la littérature etc... sont devenus des industries accaparées par une "élite" dans un but d'aliénation et de mercantilisme.

Sabotez l'industrie culturelle. Occupez et détruisez les institutions. Réinventez la vie.

L'ART C'EST VOUS! LA REVOLUTION C'EST VOUS! ENTREE LIBRE à l'ex-théâtre de France à partir d'aujourd'hui.

C.A.R.

TEXTE DE DUBUFFET:

"La culture c'est l'ordre, c'est le mot d'ordre, c'est librement consenti que l'ordre est le plus débilitant. Le libre consenti est la nouvelle arme des nouveaux empires, ingénieuse formule et plus opérante que n'était le bâton...

Les organismes de propagande culturelle constituent le corps occulte des polices d'état; elles sont la police de charme ...

Il n'est pas possible, il n'est en tout cas plus possible d'entendre le mot culture, sans que soit aussitôt exhalée par lui l'odeur spécial (de police) dont l'a maintenant une fois pour toutes doté la militation culturelle nationale...

La culture a proprement déconsidéré la création d'art. Le public la regarde comme activité ridicule, passe-temps d'incapable, inutile et oiseux et, par là-dessus coloré d'imposture. Celui qui s'y adonne est l'objet de mépris. Cela vient justement des formes qu'elle emprunte, conservées du passé et réservées à une seule caste; elles sont étrangères à la vie courante. La création parle une langue rituelle, une langue d'église... Il n'y aura d'affection et d'intérêt du public pour les poètes et les artistes que lorsque ceux-ci parleront la langue vulgaire au lieu de leur langue prétendue sacrée...

En matière de mobilier, le recours aux modes anciennes tient lieu de bon goût. Les bourgeois de province s'enorgueillissent de leurs fauteuils Louis XIV, Louis XV, Louis XVI. Ils s'initient à distinguer les uns des autres, poussant les hauts cris quand la soie du dossier n'est pas d'époque... Ils sont persuadés que ce beau savoir légitime la préservation de leur caste. Ils s'emploient à en persuader les manants, convaincre, ceux-ci de la nécessité de sauvegarder l'art, c'est-à-dire les fauteuils, c'est-à-dire les bourgeois...

La culture, tient aussi à disposition un modèle de cervelle, faite de son grain, pour mettre à la place de la vôtre...

La mystique de l'époque est, dans tous les domaines, de sélectionner, de concentrer. Cette mystique est évidemment en rapport avec la vogue actuelle de concentration des entreprises industrielles et commerciales... Dans le domaine de l'activité de la pensée et de la création d'art, est nocif tout ce qui tend à la hiérarchisction, à la sélection, à la concentration, pour ce que le résultat est de stériliser le vaste, l'innombrable fourmillant terreau des foules. La propagande culturelle agit proprement dans la forme d'un antibiotique. S'il y a un domaine qui, à l'opposé de la hiérarchisation et de la concentration requiert le foisonnement égalitaire et anarchique, c'est assurément celui-là".

Lire de J. Dubuffet: *"Asphyxiante culture"* Coll. *"Libertés Nouvelles"* Edit. J.J. Pauvert - 8f.25.

"Si vous ne voulez pas de pépins, évitez le noyautage". Nouvelle fac. de medecine.

BILAN CRITIQUE DE L'ACTION SYNDICALE MAI-JUIN 68:

Nous publions ci-dessous une étude du Comité de Coordination des Etablissements du second degré de la Sarthe. Sur certains points, il faudrait sans doute préciser, voire quelque peu modifier le texte. Mais ce document nous parait utile: beaucoup de nos camarades, et pas seulement des enseignants, y trouveront matière à alimenter les discussions des mois à venir, à préparer les tâches qui nous attendent.

1- ANALYSE:

QUELQUES CONSTATATIONS:

Les organisations syndicales et politiques n'avaient pas prévu cette grève d'une ampleur sans précédent ; elles ne l'ont pas décidée car le point de départ en fut le mouvement étudiant.

Les motivations furent diverses.

Pour le mouvement étudiant, il part d'une critique de la Société, met en oeuvre des moyens de lutte nouveaux et prétend déboucher sur une société nouvelle.

Au contraire, le mouvement ouvrier démarre sur le style traditionnel sur la base de revendications immédiates, puis se politise sur la perspective d'un gouvernement populaire. De leur côté les appareils politiques et syndicaux, débordés en général, ont subi la grève, sans jamais assurer au mouvement sa cohésion et sans essayer de dégager sa signification.

Comment s'est inséré le mouvement, des enseignants dans ce mouvement général? En dehors de l'occupation de la Sorbonne, des usines et des établissements scolaires, la solidarité avec les étudiants et les ouvriers resta formelle car nous n'avons pas pris position, face aux revendications des étudiants d'une part et à la perspective d'un gouvernement populaire d'autre part.

Peu à peu nous avons abandonné les revendications traditionnelles (salaires, conditions de travail...) pour, à l'instigation des étudiants de la Sorbonne, nous lancer dans la discussion et l'étude de la réforme.

Nous avons en fin de compte mené notre grève à notre manière, isolés et poursuivant nos propres objectifs.

Dans ces conditions, ce mouvement n'avait que les apparences de la solidité; il était sans support idéologique cohérent: il s'est émietté et finalement soldé par un échec.

2- ROLE DES SYNDICATS:

Les critiques s'adressent à l'organisation syndicale et en aucun cas aux équipes, voire aux hommes qui les dirigent.

A- Pour comprendre le rôle joué par les syndicats pendant la crise, il faut d'abord saisir la nature du syndicalisme contemporain.

Contentons-nous d'émettre quelques idées.

1- Sa structure actuelle en 4 ou 5 centrales traduit en clair la division politique du monde ouvrier. A ce propos, l'autonomie tentée par la F.E.N. n'a pas fait ses preuves, car sous une apparente unité, sa vie est constamment dominée par les querelles des tendandances: elle est un peu le champ clos des luttes partisanes.

2- Dès lors son rôle se limite nécessairement au corporatisme. Son intervention dans le domaine politique par le biais des motions indignées, maintes fois exprimées à propos du Vietnam, des répressions policières, etc..., reste platonique et ne fait que nous donner bonne conscience.

Les contacts permanents avec le ministère et la compétence technique qu'ils impliquent transforment les responsables en rouages d'une machine bureaucratique centralisée qui se définit peu peu comme un organisme officiel indispensable à la bonne marche de l'Etat.

Le syndicat apparaît alors comme un outil efficace pour la défense individuelle des syndiqués (contrôle des mutations, avancements, promotions, etc..). Malheureusement, il n'apparait fait que pour cela et la tentation est grande pour les syndiqués de le considérer comme une simple assurance.

D'autre part, cette structure bureaucratique centralisée a pour conséquence de transformer le mandat de tout délégué en une délégation de pouvoir. Le syndiqué de base perd donc peu à peu toute idée de responsabilité. Par son vote, il s'en remet à son délégué et attend tout de lui.

B- On peut alors mieux comprendre le rôle des syndicats pendant la crise.

La division syndicale s'est traduite au début par des cahiers de revendications différentes (la C.F.D.T. présentait des revendications plutôt politique: le problème syndical et sa gestion; la C.G.T. et F.O. des revendications plutôt économiques). Cette division n'aurait dû entraîner que des revendications politiques différentes: en fait l'alliance électorale momentanée du P.C. et de la F.G.D.S. a masqué cette division politique.

La bureaucratisation des appareils syndicaux et la nature des activités syndicales traditionnelles ne nous avaient pas préparés à affronter la crise. Désarmés sur le plan de l'organisation de la lutte, nous l'étions également sur le plan de la réflexion politique, nous ne savions ni quoi faire, ni quoi penser.

Nous avions été condamnés à vivre cette grève au jour le jour, isolés dans nos établissements, isolés des ouvriers, isolés des étudiants. Nous avons réagi de manière très diverse, ici travail intense relatif à notre vie professionnelle et à la réforme de l'enseignement, là travail de réflexion, ailleurs ce fut souvent le désoeuvrement.

Or si le rôle du syndicat est sans doute de présenter en permanence les revendications, il est aussi de prévoir et d'organiser la lutte en période de crise. Ce fut pendant ces 3 semaines tout le contraire, car après les accords de Grenelle, la tactique qui consistait à reporter les discussions dans le cadre de chaque entreprise avait inévitablement pour conséquence de diviser le mouvement au lieu de le souder.

Les mineurs l'ont bien senti puisque, après avoir négocié leur accord, ils continuèrent la grève par solidarité.

3- QUE POUVONS-NOUS PAIRE?

a- Travailler à l'unité syndicale:

Cette unité dont on parle si souvent ne saurait être confondue avec celle des appareils; celle-ci étant le plus souvent tactique et par conséquent toujours fragile et toujours momentanée.

Il s'agit de recréer une unité à la base. Comment?

A la fin du 19ème siècle le mouvement syndical a réussi à mobiliser les travailleurs en commençant par les informer: il a analysé la société bourgeoise d'alors et il a donné aux travailleurs une vision nouvelle du monde dans lequel ils vivaient.

Il faut refaire ce chemin.

Quand, dans les sections syndicales ou dans notre presse, a-t-on débattu de questions fondamentales telles que: la nature profonde du capitalisme moderne, du socialisme des pays de l'Est européen, la nature nouvelle de l'exploitation et de l'aliénation?

Quel est le contenu actuel de l'idée de classes sociales? Où se situent les enseignants dans le monde du travail?

La première tâche du syndicat n'est-elle pas de faire prendre conscience aux salariés des conditions générales de leur cadre de travail, et de vie et de les préparer à une participation réelle à la gestion de la cité dont l'élaboration continue est abandonnée à une catégorie privilégiée de technocrates inaccessibles?

Jamais on n'a vu de telles questions à l'ordre du jour des réunions syndicales. Ces réunions se passent à voter sur les motions de détail, à élire des délégués à telle ou telle commission; dans une même séance, il faut aborder en une heure un grand nombre de questions souvent disparates... Le syndiqué moyen sous-informé est devenu mineur, il a pris l'habitude de déléguer son pouvoir de réflexion et de décision aux organismes de direction. Bien sûr cette délégation se fait par un vote sauvegardant les apparences d'une démocratie. Mais il s'agit là d'une démocratie formelle dans laquelle tout le syndicalisme est englué.

La situation actuelle dans laquelle chacun réfléchit et cherche, reste particulièrement favorable à la définition de nouvelles idées forces susceptibles d'ouvrir la voie à de nouvelles perspectives et par là- même à l'unité des travailleurs. Nul doute que ces perspectives nouvelles entraîneraient un renouveau de l'activité syndicale.

b- La débureaucratisation du syndicat doit être entreprise et menée activement:

Le Syndicat ne doit pas être seulement une "doublure" du ministère nous n'avons pas seulement à prendre part à l'élaboration dans le détail des décrets et des circulaires ministériels. (Que de temps passé en commissions, sous-commissions, réunions et démarches de toutes sortes!) Nous avons à fixer quelques objectifs simples chaque année lors du Congrès.

La préparation d'un congrès est une chose essentielle puisqu'elle doit, en principe, définir la ligne de l'action syndicale pour toute une année.

Or, en fait, les questions à l'ordre du jour sont si complexes, si variées, si nombreuses (plus de 150 pages de l'U.S.) qu'il s'avère impossible de les étudier sérieusement et le catalogue des revendications est si impressionnant que les syndiqués ne voient pas quelle action pourrait être envisagée pour les faire aboutir. Le syndicat est devenu une machine administrative qui tend à se séparer de plus en plus de la masse des syndiqués. Les responsables sont pris dans un tourbillon d'activisme qui les conduit à consacrer leur temps et leurs forces à des tâches de détail, négligeant ainsi l'élaboration continue d'une politique syndicale cohérente.

c- Les moyens:

Il faut avant tout affirmer notre volonté d'agir à l'intérieur des syndicats mais aussi affirmer que le syndicalisme doit se renouveler et redéfinir ses tâches fondamentales dans le monde moderne.

Multiplier l'information (économique, sociale, politique) des syndiqués en organisant discussions, conférences, journées d'études , etc ...

Multiplier les échanges "horizontaux" entre syndiqués en transformant la presse syndicale en une tribune libre permanente.

Organiser la diffusion de toute cette masse de travaux qui furent élaborés pendant ces quatre semaines.

Le syndicat aura pour première tâche de faire la synthèse de toutes les idées de la base, de la diffuser pour examen plutôt que de lui imposer par le biais d'un vote de tendance le choix entre deux ou trois options que ne correspondent plus à ses aspirations profondes.

Préparer la gestion démocratique du syndicat et: des établissements.

Il faut admettre le principe que le pouvoir de décision appartient uniquement à l'assemblée générale des établissements. Il faut abandonner dans l'immédiat les vieilles revendications de salaires, d'horaires, d'avancement et se battre pour imposer dans chaque établissement un comité d'établissement dont le rôle serait de partager, avec la Direction, tout le pouvoir de décision, à tous les niveaux.

Il faut demander l'intégration de cette activité de gestion à notre activité professionnelle (2h par semaine par exemple).

La revendication des 15 h pourrait être remplacée par exemple par 22 h. hebdomadaires se répartissant comme suit :
- 10 h avec les élèves (cours),
- 5 h Travaux dirigés avec les élèves
- 4 h activités diverses considérées comme professionnelles (obligatoires): syndicat, gestion de l'établissement, foyer des élèves, conseil de classes.
- 3 h de formation permanente des maîtres (obligatoire).

A ce propos il faut affirmer que la cogestion ne saurait en aucun cas être confondue avec le pouvoir syndical dans l'établissement tant que la nature profonde des syndicats n'aura pas été modifiée.

Abandonner les revendications catégorielles et se déclarer en faveur du tassement de la hiérarchie : on éliminera ainsi l'une des causes profondes de nos divisions.

Eviter le mandarinat dans les fonctions de délégués en préconisant le retour à la base tous les trois ans par exemple, et demander aux délégués nationaux de sortir de leurs bureaux, non seulement pour aller au ministère, mais surtout pour aller dans les sections et prendre des contacts directs aux permanence.

Il faudra, enfin, faire preuve d'imagination pour trouver d'autres moyens de lutte. Quant aux moyens classiques (arrêts de travail, grèves, etc...) l'utilisation qu'on en a faite doit être revue.

Plus facilement que les sections syndicales, le Comité de liaison peut organiser sur le plan du département tout ce travail de rénovation et aboutir à une synthèse.

Nous signalons à nos lecteurs que, par suite d'une erreur, nous sommes passés du n°73 au n°75; c'est pour cette raison que le n° de juin était le 76 bis. Il est donc inutile de nous réclamer le n°74, il n'existe pas.

Camarades, constituez des groupes d'études sociales et d'action. Fédérez-vous!
Ecrivez - nous, faites connaître vos activités, vos initiatives!

ABONNEMENTS:

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)
C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.